

La rupture d'école n'est pas le fait des familles

Eric Demougin

Dans l'éducation nationale, la profession met toute son énergie, en cette période de confinement, à garder des liens d'aide aux familles. Mais il est temps de dire clairement que l'école est arrêtée, et qu'il est très abusif d'interpréter les non retours des familles comme une pratique de mauvaise citoyenneté, voire comme une preuve de maltraitance des enfants. La comptabilité de ces « ruptures de lien » n'a aucune valeur scientifique, les raisons en étant assurément multiples. Pourtant cette comptabilité, imposée par la hiérarchie, permet au ministre de communiquer sur un chiffre faible « d'élèves perdus ». Comme si tou-te-s celles et ceux qui répondent aux demandes de l'école n'étaient pas perdus et seraient toutes et tous en continuité d'apprentissage...

Précisément, cette communication autour de la continuité pédagogique est dangereuse parce qu'elle produit ce raccourci : les parents seraient responsables, en bout de chaîne, de la continuité scolaire. Cela les place dans une tension inédite entre d'une part l'accueil forcé de leurs enfants, sans pouvoir les laisser sortir, dans un huis clos jamais vu auparavant et d'autre part l'obligation (scolaire, puisqu'on use du vocable de continuité scolaire) de faire travailler, progresser, son enfant. On fait comme si chaque parent du pays était devenu demandeur de home schooling, mais avec un contrôle qui est assumé par les enseignants et non les inspecteurs de l'éducation nationale (dont c'est la fonction).

En ne posant pas officiellement comme facultatif et palliatif ce lien à l'école, débarrassé de l'expression « continuité pédagogique », l'école impose en fait des devoirs. De nombreuses études et nos expériences professionnelles ont montré depuis longtemps comment ces demandes de l'école produisent des effets variés, parfois dramatiques, selon les situations. A tel point que la loi interdisant les devoirs au primaire existe toujours. Notons qu'en plus de ces effets délétères connus de violence (conflits familiaux massifs) et d'inégalité (entre les parents en capacité d'aider et les autres), la généralisation de ces devoirs baptisés du mot ronflant de « continuité

pédagogique » légitime comme « pédagogique » une forme ultra transmissive du savoir : l'élève reçoit, fait, rend, l'enseignant distribue, reçoit, corrige... Et on parle d'école ?

Les chaînes de télévision diffusent des cours. Sont-ils bien faits ? Même lorsque c'est le cas, l'échange n'existe pas, ni le groupe, ni la réactivité, ni l'attention portée au décrochage de certain-e-s. Lorsque le présentateur d'une séquence de 5^{ème} sur le PH évoque que trois produits sont répertoriés sur le net pour détartrer : le soda, le citron, le vinaigre blanc. Il peut faire semblant de faire émerger une hypothèse explicative de point commun entre ces produits chez ses auditeurs/trices, mais c'est bien lui qui au bout de 5 secondes dit que « ça doit être l'acidité », qu'on mesure par le PH entre 0 et 14, PH qu'on définit par la présence d'ions OH⁻ et H⁺... On se veut « pédagogie active », mais on ne l'est pas. Le flux avance, que l'élève soit encore en prise ou pas. Autre exemple, une présentatrice d'une séquence de terminale sur les mémoires de la seconde guerre mondiale retrace d'abord les mémoires résistancialistes (dès la fin de la guerre) montrant le mythe d'une France unanimement résistante, puis dans les années 70 l'apport de Paxton qui montre que les collabos et les résistants sont des minorités, l'essentiel de la population étant dans une débrouille de marché noir. Lorsqu'elle conclut sur le fait que les mémoires résistancialistes ont eu pour effet logique d'empêcher jusque très tard la parole des déportés, des victimes (comment admettre qu'une France résistante ait pu laisser faire de telles atrocités ? Ce sont les questions des petits enfants des déportés qui ont ouvert la parole), tout cela est probablement juste, cadré dans les programmes, passionnant. Mais quand elle dit que la mémoire gaulliste défend la France quand celle communiste défend le parti communiste... le jeune qui vient d'une famille qui chante « l'affiche rouge », qui connaît le texte du poète communiste Aragon « Mais à l'heure du couvre-feu des doigts errants Avaient écrit sous vos photos MORTS POUR LA FRANCE Et les mornes matins en étaient différents » n'a aucun moyen pour dire son doute, l'objection qui va l'empêcher de suivre.

Le matériel est numérique, on voit et entend le discours de Malraux, on dispose de photos, de documents sonores distribués par l'INA, manipulés du bout des doigts, on écrit on efface sans poussière de craie ni résidu chimique de feutre effaçable. Mais décidément non, ce n'est pas l'école. On s'endort en toute impunité, en toute solitude, devant ces émissions.

Ainsi la communication gouvernementale sur ce qui serait une nouvelle école possible depuis la maison, en imposant du scolaire dans le cadre privé, joue un jeu de pompier pyromane. En même temps qu'elle prétend être bienveillante, elle place les familles dans une situation d'isolement, de confrontation à des obligations dont celles-ci se passeraient bien. La culpabilité qui pèse sur les parents est insupportable, et tout particulièrement pour celles et ceux qui sont les plus éloignés de l'école.

L'institution devrait au contraire dire, comme beaucoup d'enseignants prennent l'initiative de le faire, qu'il ne s'agit plus d'école, de façon à ouvrir des espaces d'aide. Des espaces où les familles qui ne s'en sortent pas puissent le dire sans être immédiatement vues comme défaillantes. Afficher une confiance dans les parents est le préalable à un accompagnement possible. L'urgence est parfois d'arrêter les devoirs, et de respirer. Mais cela semble inaudible dans le contexte stakhanoviste créé par le ministre. Cette pression s'exerce aussi en faveur d'officines privées qui sont précisément sur le terrain pédagogique et qui prétendent apprendre aux enfants à distance... Aux enfants, faut-il le préciser, de familles riches, ayant une conscience bien comprise que le savoir c'est le pouvoir.

C'est un déni massif de réalité que de continuer à parler de continuité pédagogique. C'est peut-être aussi une manière de masquer une gestion de crise hors contrôle, fruit d'années de gestion toutes tournées vers la diminution drastique des services publics. C'est peut-être enfin une manière de masquer le projet de libéralisation de l'école qui, s'appuyant sur l'effet de choc de cette crise, continue cyniquement, et de façon accélérée, sa réalisation. Bas les masques ! Gageons que la fin du confinement et de cette tragédie sera une fête des rues, des campagnes, digne, reconnaissante pour les victimes, dans l'espérance et la détermination d'un autre ordre de nos vies. Gageons enfin que les mémoires résistancialistes factices qu'on nous assènera à grand renfort de média n'empêcheront pas la parole et la mémoire des millions d'actrices et d'acteurs de terrain qui auront donné de leur santé, parfois de leur vie, pour compenser l'indigence d'une république qui n'a pas marché.